

# AFRIQUE(S) EN MOUVEMENT

Appel à contribution pour le 6<sup>e</sup> numéro d'*Afrique(s) en mouvement*



DOSSIER

*Les migrations dans la Tunisie de l'après 2011 :*

*Acteurs, pratiques et représentations*

Coordonné par Giulia Breda, Camille Cassarini et Caterina Giusa

(English below)

À l'image de l'ensemble des pays d'Afrique méditerranéenne, la question migratoire s'impose de plus en plus à la société tunisienne. En 2011, l'année de la révolution, entre 25.000 et 35.000 Tunisiens ont traversé la Méditerranée de manière « irrégulière » en direction de l'Italie, alors que des centaines de milliers de migrants traversaient la frontière de Ras Jedir au sud-est de la Tunisie pour fuir le conflit en Libye. La chute du régime de Ben Ali, et la réouverture momentanée des frontières qui s'en est suivie, ont placé la Tunisie au centre des débats sur le contrôle des frontières extérieures de l'Union Européenne.

Plus globalement, l'évènement révolutionnaire de 2011 s'inscrit dans un contexte de transformation des routes, de durcissement des politiques migratoires et de militarisation des frontières dans toutes les Afriques. À la fois construit comme pays « de départ », « de transit » et « d'accueil », la Tunisie n'échappe pas à cette internationalisation de la gestion migratoire. Elle est devenue un hub

d'installation d'ONG et de programmes d'organisations internationales dédiés aux questions migratoires.

Pourtant, s'il est presque devenu commun de situer l'irruption de la thématique migratoire dans l'espace public en Tunisie au lendemain de l'évènement révolutionnaire de 2011, la permanence du paradigme migratoire ainsi que les mécanismes sociaux et institutionnels l'ayant construit méritent cependant d'être discutés, notamment au regard des temporalités scientifiques, empiriques et politiques qui sous-tendent cette construction.

Si le fait migratoire avait déjà été étudié avant la révolution (voir par exemple Simon 1979; Boubakri et Mazzella 2005; Boubakri 2009; Mabrouk 2010), il est toutefois devenu central dans le débat public tunisien dans l'après 2011 (Boubakri 2015). Les départs des Tunisiens vers les côtes européennes, qui se poursuivent dans l'après 2011 dans un contexte de crise politique, sociale et économique aujourd'hui accentué, les mobilisations des familles des migrants disparus en mer (Souiah 2019), l'installation du camp de Choucha (Mottet 2016), ainsi que la question d'un droit d'asile national ont constitué autant de thématiques débattues (Boubakri et Potot 2012).

Se concentrant au début sur des thématiques essentiellement axées sur les évènements, les études migratoires sur la Tunisie de l'après 2011 se sont progressivement aussi intéressées aux dispositifs de mise en place des politiques migratoires et aux acteurs les construisant, notamment sous l'effet d'une concentration de la coopération internationale et du financement du contrôle frontalier de l'UE dans ce pays (Cassarini 2020; Cuttitta 2020; Dini e Giusa 2020), présenté comme le seul parmi les pays du 'printemps arabe' ayant conclu avec succès le processus de démocratisation.

Ce numéro poursuit un double objectif. L'espace tunisien n'échappe pas à l'entremêlement des phénomènes d'immigration et d'émigration. Les modalités d'inscription socio-territoriale de l'immigration subsaharienne, mais aussi moyenne et proche orientale, constituent une des trames par laquelle il est possible d'analyser les changements de la société tunisienne. Toutefois, ces changements ne peuvent être dissociés de l'émigration tunisienne, qui, à la faveur de l'évènement révolutionnaire, s'est retrouvée elle-aussi vecteur et porteuse des problématiques et changements sociopolitiques de la Tunisie contemporaine. Nous tenons donc ici à renverser cette dichotomie en mettant immigration et émigration sur un même plan. À travers les différentes contributions, nous tenons également à apporter un regard réflexif sur les pratiques et représentations qu'ont été produites et construites par les acteurs scientifiques et institutionnels impliqués dans l'étude ou la gestion du fait migratoire en Tunisie. Nous sommes intéressées par des contributions posant des réflexions méthodologiques sur les temporalités de la recherche, l'effet de rechercher un phénomène d'actualité « en crise » ou celles interrogeant les catégories analytiques et leurs effets sur le terrain.

Nous souhaitons donc produire une réflexion sur l'évolution des phénomènes migratoires et de la recherche sur les migrations en Tunisie en nous focalisant sur trois axes : en premier lieu, nous souhaitons analyser le phénomène migratoire tunisien au prisme de son rapport avec le continent africain. Dans un second temps, nous souhaitons interroger l'impact de l'internationalisation du débat et des politiques migratoires sur la réalité politique et sociale tunisienne. En troisième lieu, nous souhaitons observer les articulations existantes entre la thématique migratoires et les enjeux politiques tunisiens, en particulier en ce qui concerne les mobilisations transnationales. Ce dossier appelle les personnes souhaitant y contribuer à inscrire leurs propositions dans un des trois axes suivants. Les contributions transversales étant aussi acceptées et encouragées.

## **Questionner le fait migratoire tunisien au prisme de son africanité**

Depuis l'événement révolutionnaire, la Tunisie est traversée de multiples débats questionnant son appartenance au continent africain. De la situation des noirs tunisiens au statut des étrangers originaires d'Afrique subsaharienne (Geisser 2019), une partie de la société civile s'investit dans la mise en lumière de cet impensé de la construction politique nationale (Pouessel 2012). Il est vrai qu'aujourd'hui, la position de la Tunisie vis-à-vis du reste du continent africain dépasse l'enjeu migratoire. Il est aussi politique et économique. Au regard de la géopolitique marocaine, repositionnée comme pivot entre l'Afrique et l'Europe (Benjelloun 2021), la géopolitique tunisienne reste construite autour d'une perspective majoritairement méditerranéenne et européenne. Pourtant, à bas bruit, les ferments d'une africanité tunisienne commencent à se faire ressentir (Boissevain 2014; Pouessel 2019; Mazzella 2009). De la lutte contre le racisme à l'affirmation de la présence étudiante subsaharienne, du sort des travailleurs en situation irrégulière à celui des demandeurs d'asile, cet axe propose d'intégrer des contributions empiriques questionnant les multiples manifestations de cette africanité.

## **Internationalisation des débats sur la gestion des migrations : circulations de discours et pratiques en Tunisie**

Depuis les années 1990, on observe une internationalisation des débats sur la gestion des flux migratoires et une prolifération d'institutions internationales et de forums de discussion (Geiger et Pecoud 2010, 2012). Cette concertation internationale entre une multitude d'acteurs (organisations internationales, représentants de gouvernements nationaux et infranationaux, organisations de la société civile, chercheurs) vise la recherche de consensus sur une gestion concertée des flux migratoires (Pecoud 2015). Ce processus a abouti à de nombreux accords bilatéraux entre différents pays, à la signature des Partenariats pour la mobilité entre UE et pays voisins, et également au Pacte de Marrakech en 2018 pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Cette prolifération de débats internationaux et d'accords a permis la circulation de discours et de pratiques sur la gestion des migrations au niveau global (Breda 2019). Dans cet axe, nous allons sélectionner les articles traitant de la construction et de la circulation de ces discours et pratiques sur la gestion des migrations en Tunisie : à travers quels processus de négociation et entre quels acteurs ces pratiques et discours sont sélectionnés et aménagés ? Comment sont-ils interprétés, traduits et appliqués dans les multiples territoires qu'elles traversent ? Quelles stratégies de résistance ces discours et pratiques rencontrent au niveau local ?

## **Migration, politique et mobilisations transnationales**

L'événement révolutionnaire a ouvert un espace de discussion publique et de mobilisation (transnationale) sur les questions migratoires en Tunisie (Bartels 2015; Boubakri 2013; Ben Khalifa 2013). La société civile tunisienne s'est emparée de la question migratoire (Roman 2019) et ses activités ont été, dans certains cas, financées par les États membres de l'Union européenne qui y voient une opportunité pour mettre en œuvre leurs politiques migratoires. Parallèlement, des mobilisations comme celles des familles des migrants disparus en mer (Zagaria et Périer 2019; Oliveri 2016), des refoulés du camp de Choucha (Garelli e Tazzioli 2016) et des migrants subsahariens dans le Sud du pays ont vu le jour. Cet axe souhaite rassembler des propositions questionnant entre autres la politisation du fait migratoire en Tunisie avant et après 2011, les conséquences de l'institutionnalisation des activités de la société civile dans le domaine migratoire en Tunisie et les caractéristiques des réseaux transnationaux de mobilisation autour de la question migratoire.

## Bibliographie sélective

- Attia, H. 1986. « Problématique du développement du Nord-Ouest tunisien » *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 41 (1): 264–80.
- Bartels, I. 2015. « Reconfiguration of Tunisian Migration Politics after the 'Arab Spring' - The Role of Young Civil Society Movements ». In: *Youth, Revolt, Recognition – The Young Generation during and after the "Arab Spring"*. Berlin: Mediterranean Institute Berlin, pp. 62-79.
- Ben Khalifa, R. 2013. « L'émigration irrégulière en Tunisie après le 14 janvier 2011. Le problème des disparus: pouvoirs publics et société civile ». *Hommes & migrations*, 1303: 182–88.
- Benjelloun, S. 2021. « Morocco's new migration policy: Between geostrategic interests and incomplete implementation ». *The Journal of North African Studies*, 26 (5): 875–92.
- Boissevain, K. 2014. « Migrer et réveiller les Églises: Diversification des cultes chrétiens en Tunisie ». *L'Année du Maghreb*, 11: 105–21.
- Boubakri, H. 2006. « Migration Familiale Et Changements Sociaux Dans Le Sud-Est De La Tunisie ». In: *La famille: une institution sociale en mouvance*, Le Cahiers des Cercles.
- ———. 2009. « L'administration des migrations irrégulières par l'Etat tunisien: dispositifs réglementaires et relations avec l'Europe ». In: *La politique européenne d'immigration*. Paris: Karthala.
- ———. 2013. « Revolution and international migration in Tunisia ». *MPC Research Report*.
- ———. 2015. « Migration et asile en Tunisie depuis 2011 : vers de nouvelles figures migratoires ? ». *Revue européenne des migrations internationales*, 31 (3): 17–39.
- Boubakri, H. et Mazzella, S., 2005. « La Tunisie entre transit et immigration : politiques migratoires et conditions d'accueil des migrants africains à Tunis ». *Autrepart*, 36.
- Boubakri, H, et Potot, S. 2012. « De l'élan citoyen à la mise en place d'une politique migratoire en Tunisie: l'accueil des réfugiés de Libye en 2011 ». *Migrations Société*, 5: 121–38.
- Breda, G. 2019. *(Co)Développement et gestion internationale des migrations : contrôler le savoir pour savoir contrôler*. Thèse de doctorat en sociologie. Université Cote d'Azur.
- ———. 2020. « Circulations et transnationalisme au service des politiques de contrôle migratoire ». In : *Mobilités en Méditerranée. Quotidiens, contrôles, assistances (XVIe-XXIe siècles)*. Actes de colloque, Bouchène.
- Cassarini, C. 2020. « L'immigration subsaharienne en Tunisie: de la reconnaissance d'un fait social à la création d'un enjeu gestionnaire ». *Migrations Société*, 1: 43–57.
- Cassarino, J-P. 2018. *Le gouvernement des migrations en Tunisie: vers un nouveau paradigme?*. CNRS éditions.
- Cuttitta, P. 2020. « Non-Governmental/Civil Society Organisations and the European Union-Externalisation of Migration Management in Tunisia and Egypt ». *Population, Space and Place*, 7(26), pp. 1-13.
- Dini, S. et Giusa, C. 2020. *Externalising Migration Governance Through Civil Society*. Basingstoke: Palgrave.
- Garelli, G. et Tazzioli, M. 2016. *Tunisia as a revolutionized space of migration*. New York: Palgrave Pivot.
- Geiger, M. et Pécoud, A. 2010. *The politics of international migration management*. Springer.
- ———. 2012. *The new politics of international mobility: Migration management and its discontents*. Institut für Migrationsforschung und Interkulturelle Studien (IMIS), Universität Osnabrück.

- Geisser, V. 2019. « Tunisie, des migrants subsahariens toujours exclus du rêve démocratique ». *Migrations société*, 3: 3–18.
- Klein, A., Laporte C. et Saiget, M. 2015. Les bonnes pratiques des organisations internationales. Presses de Sciences Po, 2015.
- Jaulin, T. et Nilsson, B. « Voter ici et là-bas : les Tunisiens à l'étranger depuis 2011 ». *Revue européenne des migrations internationales*, 31 (3): 41–71.
- Mabrouk, M., 2010. *Voiles et Sel. Culture, foyers et organisation de la migration clandestine en Tunisie*. Tunis: Les éditions Sahar.
- Mazzella, S. 2009. « Etudiants africains dans les universités privées tunisiennes: nouvelle figure de l'étudiant "international" » 20.
- Mottet, A. 2016. « Répartition et circulation: les enjeux de la catégorisation dans le camp de Choucha (Tunisie) ». *Critique internationale*, n. 3: 21–34.
- Natter, K. 2015. *Revolution and Political Transition in Tunisia: A Migration Game Changer?*. [Online].
- Oliveri, F. 2016. « "Where Are Our Sons?" Tunisian Families and the Repoliticization of Deadly Migration across the Mediterranean Sea ». In: Lynda Mannik (Ed.), *Migration by Boat. Discourses of Trauma, Exclusion and Survival*, Berghahn. New York-Oxford.
- Pécoud, A. 2015. « Depoliticising Migration ». In: *Depoliticising Migration: Global Governance and International Migration Narratives*. Springer.
- Pouessel, S. 2012. « Les marges renaissantes: Amazigh, Juif, Noir. Ce que la révolution a changé dans ce "petit pays homogène par excellence" qu'est la Tunisie ». *L'Année du Maghreb*, VIII: 143–60.
- ———. 2019. « De la méconnaissance à la cohabitation. Expériences tunisiennes d'une migration subsaharienne en mutation ». In : *Le Maghreb et son sud: vers des liens renouvelés*.
- Roman, E. 2019. « EU's migration policies in the eyes of "partner" countries' civil society actors: The case of Tunisia ». *Global Affairs*, 5 (3): 203–19.
- Rouland, B. et Jarraya, M., 2019. From medical tourism to regionalism from the bottom up: emerging transnational spaces of care between Libya and Tunisia. *Journal of Ethnic and Migration Studies*.
- Simon, G., 1979. *L'espace des travailleurs tunisiens en France, Structures et fonctionnement d'un champ migratoire international*. Poitiers: Chez l'auteur.
- Souiah, F. 2019. « Corps absents: des fils disparus et des familles en lutte? Le cas des migrants tunisiens ». *Critique internationale*, 2: 87–100.
- Zagaria, V. et Périer, M. 2019. « "Une petite histoire au potentiel symbolique fort". La fabrique d'un cimetière de migrants inconnus dans le sud-est tunisien ». *Critique internationale*, 2: 61–85.

## Soumission et calendrier

Les propositions de contribution seront envoyées sous forme d'un résumé de 2000 à 3000 signes (350 à 525 mots) indiquant le titre, l'objet, le corpus sur lequel repose la contribution, son originalité ainsi que les hypothèses de recherche ou la démonstration qui sera développée.

Proposition à envoyer à : [info.revue.afrimouv@uir.ac.ma](mailto:info.revue.afrimouv@uir.ac.ma)

Contacts des coordinateurs :

**Giulia Breda** (ERMES, Université Cote d'Azur) : [giulia.breda@univ-cotedazur.fr](mailto:giulia.breda@univ-cotedazur.fr)

**Camille Cassarini** (LPED – IRD/Aix Marseille Université) : [camille.cassarini@gmail.com](mailto:camille.cassarini@gmail.com)

**Caterina Giusa** (IDPS, Université Sorbonne Paris Nord): [caterinagiusa@hotmail.com](mailto:caterinagiusa@hotmail.com)

Contact du référent pour le 6<sup>e</sup> numéro : Beatriz Mesa, [bmesa\\_g@yahoo.es](mailto:bmesa_g@yahoo.es)

## Agenda

- Publication de l'appel à contribution : le 18 avril 2022
- Date limite de retour des résumés : le 31 mai 2022
- Date de sélection des propositions : le 13 juin 2022
- Date limite d'arrivée des textes : le 31 août 2022
- Évaluation des textes (en deux étapes) : 01 septembre – 15 octobre 2022
- Sortie du numéro : début janvier 2023

## Rubriques et normes éditoriales

Édito : Entre 5 et 10000 signes, espaces non compris.

Article : Entre 20 et 30 000 signes. (Les articles sont soit rubriqués dans un dossier thématique dont la direction scientifique est partagée avec un ou plusieurs coordinateurs, auquel cas l'appel peut rajouter certaines normes éditoriales ; soit dans un numéro « Varia », soit à la suite d'un dossier thématique dans une rubrique « Varia ».)

Boîte à outil (Les mains dans le cambouis) (données de terrain, cartes, lexique : mots, notions, concepts, références, indices...) : 3 000 signes.

Entretien/témoignage (Au cœur du réel) avec une institution et un acteur de la société civile, mais modulable : entre 10 et 15 000.

Lu pour vous (revue scientifique et littéraire) : entre 5 et 6 000 signes.

Coupé-décalé : une chronique ou billet d'humeur en lien avec les objets de la migration, dessins, cinéma, textes ou photos d'artistes, recettes de cuisine : 5 000 signes

## Normes éditoriales et référencement

La proposition de contribution doit être rédigée en respectant les conditions de publication (format et nombre de caractères). Les auteurs peuvent également soumettre des images (photographies, illustrations) pour valoriser leur texte, et ce, sous format JPG à haute définition. Tout en reflétant clairement le sujet traité, le titre de l'article doit être court, les éventuelles précisions devant figurer en sous-titre ; les intertitres sont nécessaires pour « aérer » la mise en pages.

Le texte doit être en police « Times New Roman », taille 12 et en double interligne ; les pages doivent être numérotées. L'article doit être accompagné de l'adresse électronique, de l'adresse postale et du numéro de téléphone de l'auteur (ou des auteurs en cas de co-signature).

Le nom de l'auteur (ou des auteurs) doit figurer juste après le titre (et éventuellement le sous-titre), suivi d'un astérisque d'appel de note. La discipline de travail de l'auteur (politologue, sociologue, journaliste, etc.) et son organisme de rattachement doivent être indiqués sous forme de note manuelle personnalisée appelée par un astérisque.

Les appels bibliographiques apparaissent dans le texte entre parenthèses sous la norme suivante : Nom, date de parution, pages ; (Rea et Tripier, 2003, p. 26). Les références bibliographiques sont placées à la fin du texte et présentées selon les normes suivantes :

*Pour un ouvrage :*

Nom Prénom (date de parution), Titre, Ville, Editeur, nombre de pages.  
Ex. : Tarius Alain (1992), *Les Fourmis d'Europe : migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, Paris, l' Harmattan, 210 p.

*Pour un extrait d'ouvrage collectif :*

Nom Prénom (date de parution), « Titre de l'article », in Prénom Nom (dir.), Titre de l'ouvrage, Ville, Editeur, pages de l'article.  
Ex. : Bredeloup Sylvie (2008), « Les entrepreneurs migrants chinois au Sénégal... », in Momar-Coumba Diop (dir.), *Le Sénégal des migrations : mobilités, identités et sociétés*, Paris, Karthala, p. 341-363.

*Pour un article de revue :*

Nom Prénom (date de parution), « Titre de l'article », Titre de la revue, volume, numéro, pages de l'article.  
Ex. : Étienne Smith (2015), « Sénégal, la diaspora fait-elle l'élection ? Le vote à distance de 1992 à 2012 », *Afrique contemporaine*, vol. 4, n° 256, p. 51-72.

*Pour un extrait de thèse :*

Nom Prénom (date de soutenance), Titre, thèse de doctorat en (discipline), Université, Ville, nombre de pages.  
Ex. : Mahut David (2012), *Les Bamakois de Paris, thèse de doctorat en sociologie*, Université Paris V René Descartes, Paris, 421 p.

*Pour un extrait de site Internet :*

Nom Prénom (date de parution), Titre, [en ligne] consulté le... URL : http://...  
Ex. : Alioua Mehdi (2017), « Comprendre les mobilités et les migrations est nécessaire pour (re)penser l'Afrique », [en ligne], consulté le 06/06/2018.  
URL : <https://www.hu-postmaghreb.com/mehdi-alioua/comprendre-migrationsmobilités-nécessaire-repenser-lafrique-comprendre-les-mobilités-et-migrations.htm>

## **Présentation de la revue Afrique(s) en Mouvement**

Afrique(s) en mouvement est une revue scientifique sur les mobilités et la globalisation en Afrique. Basée au Maroc et portée par l'Université Internationale de Rabat et son centre de recherche, le Center for Global Studies, elle a été initiée par les chaires Migrations, Mobilités, Cosmopolitismes et Religions, cultures et sociétés, ainsi que le LMI Movida de l'IRD. Dans une perspective pluridisciplinaire, la revue ambitionne de décrire les dynamiques sociales, culturelles, politiques et économiques en Afrique par le prisme des mobilités humaines et de celles des savoirs, des marchandises, des techniques et des objets. Nous mettons un « s » à Afrique(s), pas seulement pour rendre compte des pluralités africaines, mais parce que nous souhaitons penser en même temps l'Afrique dans le monde et le monde en Afrique.

- Farid El Asri, anthropologue, UIR, Directeur de publication
- Sophie Bava, socio-anthropologue, IRD, Rédactrice en chef
- Mehdi Alioua, sociologue, UIR, Rédacteur en chef
- Béatriz Mesa, politologue, Secrétaire de rédaction.



# AFRIQUE(S) EN MOUVEMENT

Call for papers for the 6th issue of *Afrique(s) en mouvement*



## DOSSIER

*Migration in post-2011 Tunisia:*

*Actors, practices and representations*

*Coordinated by Giulia Breda, Camille Cassarini et Caterina Giusa*

As in all Mediterranean African countries, the migration issue is becoming increasingly important for Tunisian society. In 2011, the year of the revolution, between 25,000 and 35,000 Tunisians crossed the Mediterranean "irregularly" to Italy, while hundreds of thousands of migrants crossed the border at Ras Jedir in southeast Tunisia to flee the conflict in Libya. The fall of the Ben Ali regime, and the subsequent temporary reopening of the borders, placed Tunisia at the center of the debate on the control of the European Union's external borders.

More globally, the revolutionary event of 2011 is part of a context of transformation of routes, tightening of migration policies and militarization of borders in all of Africa. Tunisia, which has been constructed as a "departure", "transit" and "reception" country, is not immune to this internationalization of migration management. It has become a hub for NGOs and international organizations' programs dedicated to migration issues.

However, if it has become almost common to situate the irruption of the migration issue in the public space in Tunisia in the aftermath of the revolutionary event of 2011, the permanence of the migration paradigm as well as the social and institutional mechanisms that have built it deserve to be discussed, especially with regard to the scientific, empirical and political temporalities that underpin this construction.

While migration had already been studied before the revolution (see, for example, Simon 1979; Boubakri and Mazzella 2005; Boubakri 2009; Mabrouk 2010), it has become central to the Tunisian public debate in the post-2011 period (Boubakri 2015). The departures of Tunisians to European shores, which continue in the post-2011 period in a context of political, social, and economic crisis that is now accentuated, the mobilizations of the families of migrants who disappeared at sea (Souiah 2019), the installation of the Choucha camp (Mottet 2016), as well as the question of a national right to asylum have all constituted debated themes (Boubakri and Potot 2012). Initially focusing on essentially event-driven themes, migration studies on post-2011 Tunisia have gradually also become interested in the mechanisms for implementing migration policies and the actors constructing them, particularly under the effect of a concentration of international cooperation and EU border control funding in this country (Cassarini 2020; Cuttitta 2020; Dini e Giusa 2020), presented as the only one among the 'Arab Spring' countries to have successfully concluded the democratization process.

This issue has a double objective. The Tunisian space does not escape the intermingling of immigration and emigration phenomena. The socio-territorial dimension of sub-Saharan immigration, but also Middle and Near East, are one of the frames through which it is possible to analyze the changes in Tunisian society. However, these changes cannot be dissociated from Tunisian emigration, which, thanks to the revolutionary event, has also become a vector of the problems and socio-political changes of contemporary Tunisia. We would like to reverse this dichotomy by putting immigration and emigration on the same level. Through the different contributions, we also want to use a reflexive lens to analyse the practices and representations that have been produced and constructed by the scientific and institutional actors involved in the study or management of migration in Tunisia. We are interested in contributions posing methodological reflections on the temporalities of research, on the effect of researching a current "crisis" phenomenon or those questioning the analytical categories and their effects on the field.

We therefore wish to produce a reflection on the evolution of migration phenomena and research on migration in Tunisia by focusing on three axes: first, we wish to analyze the Tunisian migration phenomenon through the prism of its relationship with the African continent. Secondly, we wish to question the impact of the internationalization of the debate and of migration policies on the Tunisian political and social reality. Thirdly, we wish to observe the existing articulations between the migration issue and the Tunisian political stakes, in particular with regard to transnational mobilizations. This dossier calls on those wishing to contribute to register their proposals in one of the three following axes. Cross-cutting contributions are also accepted and encouraged.

## **Questioning the Tunisian migratory phenomenon through the prism of its Africanity**

Since the revolutionary event, Tunisia is crossed by multiple debates questioning its belonging to the African continent. From the situation of black Tunisians to the status of foreigners from sub-Saharan Africa (Geisser 2019), part of civil society is involved in highlighting this inconceived element of national political construction (Pouessel 2012). It is true that today, Tunisia's position vis-à-vis the rest of the African continent goes beyond the migration issue. It is also related to political and economic issues. Compared to Moroccan geopolitics, which has repositioned as a pivot between Africa and Europe (Benjelloun 2021), Tunisian geopolitics remains built around a predominantly Mediterranean and European perspective. Yet, quietly, the seeds of a Tunisian Africanity are beginning to be felt (Boissevain 2014; Pouessel 2019; Mazzella 2009). From the fight against racism to the affirmation of the sub-Saharan students' presence, from the fate of illegal workers to that of asylum seekers, this axis proposes to integrate empirical contributions questioning the multiple manifestations of this Africanity.

## **Internationalization of debates on migration management: circulations of discourse and practices in Tunisia**

Since the 1990s, there has been an internationalization of debates on the management of migration flows and a proliferation of international institutions and discussion forums (Geiger and Pecoud 2010, 2012). This international consultation between a multitude of actors (international organizations, national and sub-national government representatives, civil society organizations, researchers) aims to build consensus on the concerted management of migration flows (Pécoud 2015). This process has led to numerous bilateral agreements between different countries, the signing of Mobility Partnerships between the EU and neighboring countries, and also the 2018 Marrakech Pact. This proliferation of international debates and agreements has allowed the circulation of discourses and practices on migration management at the global level (Breda 2019). In this section, we will select articles dealing with the construction and circulation of these discourses and practices on migration management in Tunisia: through which negotiation processes and between which actors are these practices and discourses selected and developed? How are they interpreted, translated and applied in the multiple territories they cross? What strategies of resistance do these discourses and practices encounter at the local level?

## **Migration, politics and transnational mobilizations**

The revolutionary event opened a space for public discussion and (transnational) mobilization on migration issues in Tunisia (Bartels 2015; Boubakri 2013; Ben Khalifa 2013). Tunisian civil society has become interested in the migration issue (Roman 2019) and its activities have been, in some cases, funded by European Union member states that see it as an opportunity to implement their migration policies. At the same time, mobilizations such as those of the families of migrants who disappeared at sea (Zagaria and Périer 2019; Oliveri 2016), of the *refoulés* of the Choucha camp (Garelli e Tazzioli 2016), and of sub-Saharan migrants in the south of the country have emerged. This axis wishes to gather proposals questioning, among other things, the politicization of the migration issue in Tunisia before and after 2011, the consequences of the institutionalization of civil society activities in the migration field in Tunisia and the characteristics of transnational networks of mobilization around migration issues.

## Selected bibliography

- Attia, H. 1986. « Problématique du développement du Nord-Ouest tunisien » *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 41 (1): 264–80.
- Bartels, I. 2015. « Reconfiguration of Tunisian Migration Politics after the 'Arab Spring' - The Role of Young Civil Society Movements ». In: *Youth, Revolt, Recognition – The Young Generation during and after the "Arab Spring"*. Berlin: Mediterranean Institute Berlin, pp. 62-79.
- Ben Khalifa, R. 2013. « L'émigration irrégulière en Tunisie après le 14 janvier 2011. Le problème des disparus: pouvoirs publics et société civile ». *Hommes & migrations*, 1303: 182–88.
- Benjelloun, S. 2021. « Morocco's new migration policy: Between geostrategic interests and incomplete implementation ». *The Journal of North African Studies*, 26 (5): 875–92.
- Boissevain, K. 2014. « Migrer et réveiller les Églises: Diversification des cultes chrétiens en Tunisie ». *L'Année du Maghreb*, 11: 105–21.
- Boubakri, H. 2006. « Migration Familiale Et Changements Sociaux Dans Le Sud-Est De La Tunisie ». In: *La famille: une institution sociale en mouvance*, Le Cahiers des Cercles.
- ———. 2009. « L'administration des migrations irrégulières par l'Etat tunisien: dispositifs réglementaires et relations avec l'Europe ». In: *La politique européenne d'immigration*. Paris: Karthala.
- ———. 2013. « Revolution and international migration in Tunisia ». *MPC Research Report*.
- ———. 2015. « Migration et asile en Tunisie depuis 2011 : vers de nouvelles figures migratoires ? ». *Revue européenne des migrations internationales*, 31 (3): 17–39.
- Boubakri, H. et Mazzella, S., 2005. « La Tunisie entre transit et immigration : politiques migratoires et conditions d'accueil des migrants africains à Tunis ». *Autrepart*, 36.
- Boubakri, H, et Potot, S. 2012. « De l'élan citoyen à la mise en place d'une politique migratoire en Tunisie: l'accueil des réfugiés de Libye en 2011 ». *Migrations Société*, 5: 121–38.
- Breda, G. 2019. *(Co)Développement et gestion internationale des migrations : contrôler le savoir pour savoir contrôler*. Thèse de doctorat en sociologie. Université Cote d'Azur.
- ———. 2020. « Circulations et transnationalisme au service des politiques de contrôle migratoire ». In : *Mobilités en Méditerranée. Quotidiens, contrôles, assistances (XVIe-XXIe siècles)*. Actes de colloque, Bouchène.
- Cassarini, C. 2020. « L'immigration subsaharienne en Tunisie: de la reconnaissance d'un fait social à la création d'un enjeu gestionnaire ». *Migrations Société*, 1: 43–57.
- Cassarino, J-P. 2018. *Le gouvernement des migrations en Tunisie: vers un nouveau paradigme?*. CNRS éditions.
- Cuttitta, P. 2020. « Non-Governmental/Civil Society Organisations and the European Union-Externalisation of Migration Management in Tunisia and Egypt ». *Population, Space and Place*, 7(26), pp. 1-13.
- Dini, S. et Giusa, C. 2020. *Externalising Migration Governance Through Civil Society*. Basingstoke: Palgrave.
- Garelli, G. et Tazzioli, M. 2016. *Tunisia as a revolutionized space of migration*. New York: Palgrave Pivot.
- Geiger, M. et Pécoud, A. 2010. *The politics of international migration management*. Springer.
- ———. 2012. *The new politics of international mobility: Migration management and its discontents*. Institut für Migrationsforschung und Interkulturelle Studien (IMIS), Universität Osnabrück.

- Geisser, V. 2019. « Tunisie, des migrants subsahariens toujours exclus du rêve démocratique ». *Migrations société*, 3: 3–18.
- Klein, A., Laporte C. et Saiget, M. 2015. Les bonnes pratiques des organisations internationales. Presses de Sciences Po, 2015.
- Jaulin, T. et Nilsson, B. « Voter ici et là-bas : les Tunisiens à l'étranger depuis 2011 ». *Revue européenne des migrations internationales*, 31 (3): 41–71.
- Mabrouk, M., 2010. *Voiles et Sel. Culture, foyers et organisation de la migration clandestine en Tunisie*. Tunis: Les éditions Sahar.
- Mazzella, S. 2009. « Etudiants africains dans les universités privées tunisiennes: nouvelle figure de l'étudiant "international" » 20.
- Mottet, A. 2016. « Répartition et circulation: les enjeux de la catégorisation dans le camp de Choucha (Tunisie) ». *Critique internationale*, n. 3: 21–34.
- Natter, K. 2015. *Revolution and Political Transition in Tunisia: A Migration Game Changer?*. [Online].
- Oliveri, F. 2016. « "Where Are Our Sons?" Tunisian Families and the Repoliticization of Deadly Migration across the Mediterranean Sea ». In: Lynda Mannik (Ed.), *Migration by Boat. Discourses of Trauma, Exclusion and Survival*, Berghahn. New York-Oxford.
- Pécoud, A. 2015. « Depoliticising Migration ». In: *Depoliticising Migration: Global Governance and International Migration Narratives*. Springer.
- Pouessel, S. 2012. « Les marges renaissantes: Amazigh, Juif, Noir. Ce que la révolution a changé dans ce "petit pays homogène par excellence" qu'est la Tunisie ». *L'Année du Maghreb*, VIII: 143–60.
- ———. 2019. « De la méconnaissance à la cohabitation. Expériences tunisiennes d'une migration subsaharienne en mutation ». In : *Le Maghreb et son sud: vers des liens renouvelés*.
- Roman, E. 2019. « EU's migration policies in the eyes of "partner" countries' civil society actors: The case of Tunisia ». *Global Affairs*, 5 (3): 203–19.
- Rouland, B. et Jarraya, M., 2019. From medical tourism to regionalism from the bottom up: emerging transnational spaces of care between Libya and Tunisia. *Journal of Ethnic and Migration Studies*.
- Simon, G., 1979. *L'espace des travailleurs tunisiens en France, Structures et fonctionnement d'un champ migratoire international*. Poitiers: Chez l'auteur.
- Souiah, F. 2019. « Corps absents: des fils disparus et des familles en lutte? Le cas des migrants tunisiens ». *Critique internationale*, 2: 87–100.
- Zagaria, V. et Périer, M. 2019. « "Une petite histoire au potentiel symbolique fort". La fabrique d'un cimetière de migrants inconnus dans le sud-est tunisien ». *Critique internationale*, 2: 61–85.

## Submission and schedule

Proposals for contributions should be sent in the form of an abstract of 2000 to 3000 characters (350 to 525 words) indicating the title, the object, the corpus on which the contribution is based, its originality and the research hypothesis or demonstration that will be developed.

Proposal to be sent to : [info.revue.afrimouv@uir.ac.ma](mailto:info.revue.afrimouv@uir.ac.ma)

Coordinators' contacts:

**Giulia Breda** (ERMES, Université Cote d'Azur) : [giulia.breda@univ-cotedazur.fr](mailto:giulia.breda@univ-cotedazur.fr)

**Camille Cassarini** (LPED – IRD/Aix Marseille Université) : [camille.cassarini@gmail.com](mailto:camille.cassarini@gmail.com)

**Caterina Giusa** (IDPS, Université Sorbonne Paris Nord): [caterinagiusa@hotmail.com](mailto:caterinagiusa@hotmail.com)

Contact for the 6th issue: Beatriz Mesa, [bmesa\\_g@yahoo.es](mailto:bmesa_g@yahoo.es)

## Agenda

- ▭ Publication of the call for papers: April 18, 2022
- ▭ Deadline for the return of abstracts: May 31, 2022
- ▭ Selection date for proposals: June 13, 2022
- ▭ Deadline for receipt of papers: August 31, 2022
- ▭ Evaluation of papers (in two stages): September 01 - October 15, 2022
- ▭ Release of the issue: early January 2023

## Headings and editorial standards

Editorial: Between 5 and 10,000 characters, not including spaces.

Article: Between 20 and 30,000 characters (Articles are either included in a thematic dossier whose scientific direction is shared with one or more coordinators, in which case the call may add certain editorial standards; or in a "Varia" issue, or following a thematic dossier in a "Varia" section)

Toolbox (Hands in the mud) (field data, maps, lexicon: words, notions, concepts, references, clues...): 3,000 signs.

Interview/testimony (Au cœur du réel) with an institution and a civil society actor, but adjustable: between 10 and 15,000.

Lu pour vous (scientific and literary review): between 5 and 6,000 characters.

Coupé-décagé: a chronicle or a mood piece related to the objects of migration, drawings, cinema, texts or photos of artists, cooking recipes: 5,000 signs

## Editorial standards and referencing

The contribution proposal must be written in compliance with the conditions of publication (format and number of characters). Authors may also submit images (photographs, illustrations) to enhance their text, in high definition JPG format. The title of the article must be short, while clearly reflecting the subject matter, and any details must be included in the subtitle; headings are necessary to "air" the page layout.

The text should be in Times New Roman font, size 12 and double-spaced; the pages should be numbered. The article must be accompanied by the author's (or authors' in case of co-authorship) e-mail address, mailing address and telephone number.

The name of the author(s) should appear immediately after the title (and possibly the subtitle), followed by an asterisk for a note. The author's working discipline (political scientist, sociologist, journalist, etc.) and affiliation should be indicated in the form of a personalized manual note called by an asterisk.

Bibliographic calls appear in the text in parentheses under the following standard: Name, date of publication, pages; (Rea and Tripier, 2003, p. 26). Bibliographic references are placed at the end of the text and presented according to the following standards:

For a book:

Last name First name (date of publication), Title, City, Publisher, number of pages.

E.g.: Tarrus Alain (1992), *Les Fourmis d'Europe : migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, Paris, l' Harmattan, 210 p.

For an extract from a collective work :

Name First Name (date of publication), " Title of the article ", in First Name Last Name (dir.), Title of the work, City, Publisher, pages of the article.

Ex : Bredeloup Sylvie (2008), " Les entrepreneurs migrants chinois au Sénégal... ", in Momar-Coumba Diop (dir.), *Le Sénégal des migrations : mobilités, identités et sociétés*, Paris, Karthala, p. 341-363.

For a journal article :

Last name First name (date of publication), "Title of the article", Title of the journal, volume, number, pages of the article.

Ex: Étienne Smith (2015), "Sénégal, la diaspora fait-elle l'élection? Le vote à distance de 1992 à 2012 ", *Afrique contemporaine*, vol. 4, no. 256, pp. 51-72.

For an excerpt from a thesis:

Last name First name (date of defense), Title, PhD thesis in (discipline), University, City, number of pages.

Ex: Mahut David (2012), *Les Bamakois de Paris*, doctoral thesis in sociology, Université Paris V René Descartes, Paris, 421 p.

For an excerpt from a website:

Name First Name (date of publication), Title, [online] accessed on... URL: <http://...>

E.g. : Alioua Mehdi (2017), "Understanding mobilities and migrations is necessary to (re)think Africa", [online], accessed on 06/06/2018. URL: [https://www.hu-postmaghreb.com/mehdi-alioua/understand-migrationsmobilités-necessary-to-\(re\)think-Africaunderstand-mobilities-and-migrations.htm](https://www.hu-postmaghreb.com/mehdi-alioua/understand-migrationsmobilités-necessary-to-(re)think-Africaunderstand-mobilities-and-migrations.htm)

## **Presentation of the journal Afrique(s) en mouvement**

Afrique(s) en mouvement is a scientific journal on mobilities and globalization in Africa. Based in Morocco and supported by the International University of Rabat and its research center, the Center for Global Studies, it was initiated by the Chairs of Migration, Mobility, Cosmopolitanism and Religions, Cultures and Societies, as well as the LMI Movida of the IRD. From a multidisciplinary perspective, the journal aims to describe the social, cultural, political and economic dynamics in Africa through the prism of human mobility and the mobility of knowledge, goods, techniques and objects. We put an "s" in Africa(s), not only to account for African pluralities, but because we wish to think at the same time about Africa in the world and the world in Africa.

- Farid El Asri, anthropologist, UIR, Director of Publication
- Sophie Bava, socio-anthropologist, IRD, Editor-in-Chief
- Mehdi Alioua, sociologist, UIR, Editor-in-Chief
- Béatriz Mesa, political scientist, Editorial Secretary.